

PRÉFECTURE DE L'AUDE

**ARRETE PREFECTORAL N° 2008-11-6867**

**mettant en demeure, en application de l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement, la  
Société FRANGAZ de se conformer aux règlements en vigueur dans l'exploitation de  
son dépôt de Gaz de Pétrole Liquéfié situé sur le territoire de la commune  
de PORT LA NOUVELLE**

Le Préfet de l'Aude,  
chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU l'Ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000,
- VU le Code de l'Environnement et notamment son article L.514-1,
- VU l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 relatif aux stockages contenant plus de 50 tonnes de gaz inflammables liquéfiés ;
- VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU l'arrêté préfectoral n°2007-11-3983 du 17 décembre 2007 réactualisant les prescriptions techniques du dépôt de gaz combustibles liquéfiés et ses installations annexes exploités par la FRANGAZ et implantés sur le territoire de la commune de PORT LA NOUVELLE,
- VU l'inspection conduite le 24 septembre 2008 par l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

La Société FRANGAZ entendue,

- VU le rapport de M. le directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Languedoc-Roussillon, inspecteur des installations classées en date du 8 décembre 2008,

**CONSIDERANT** que le dépôt de produits pétroliers exploité par la Société FRANGAZ à Port la Nouvelle est classée sous la rubrique n°1412 de la nomenclature des installations classées et relève du régime A/S,

**CONSIDERANT** que l'inspection des installations classées a pu constater, lors de l'inspection effectuée le 24 septembre 2008, que ce dépôt ne répondait pas totalement aux dispositions imposées par les règlements en vigueur, notamment aux articles 2, 4 et 8 de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 relatif aux stockages contenant plus de 50 tonnes de gaz inflammables liquéfiés ;

**CONSIDERANT** que l'inspection des installations classées a pu constater, lors de l'inspection effectuée le 24 septembre 2008, que ce dépôt ne répondait pas totalement aux dispositions imposées par les règlements en vigueur,

notamment aux articles 7.5.5 et 7.5.6 de l'arrêté préfectoral n°2007-11-3983 du 17 décembre 2007 susvisé,

**CONSIDERANT** que ces manquements sont de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, en particulier à la sécurité des biens et des personnes,

**CONSIDERANT** qu'en particulier, le non respect des articles 2, 4 et 8 de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 susvisé, des articles 7.5.5 et 7.5.6 de l'arrêté préfectoral n°2007-11-3983 du 17 décembre 2007 susvisé est de nature à augmenter la probabilité d'un incident et d'en augmenter les conséquences,

**CONSIDERANT** que, devant cette situation et suivant les prescriptions de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, il appartient de mettre en demeure la Société FRANGAZ de satisfaire aux conditions édictées par les règlements en vigueur, notamment celles des articles 2, 4 et 8 de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 susvisé des articles 7.5.5 et 7.5.6 de l'arrêté préfectoral n°2007-11-3983 du 17 décembre 2007 susvisé,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aude.

## **A R R Ê T E**

### **ARTICLE 1 - OBJET DE L'ARRETE**

La société FRANGAZ dont le siège social est situé Tour Franklin 100 Terrasse Boieldieu - 92042 Paris La Défense est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté relatif à son dépôt de gaz de pétrole liquéfié et aux installations annexes implantés sur la commune de Port la Nouvelle.

### **ARTICLE 2 – ARRETE MINISTERIEL DU 2 JANVIER 2008**

La Société FRANGAZ est mise en demeure de respecter, sous un délai de six mois suivant la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 2, 4 et 8 de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 relatif aux stockages contenant plus de 50 tonnes de gaz inflammables liquéfiés.

### **ARTICLE 3 – DISPOSITIF DE CONTROLE**

La Société FRANGAZ est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté, l'article 7.5.5 de l'arrêté préfectoral n°2007-11-3983 du 17 décembre 2007.

Ainsi, sans préjudice de la protection de personnes, les salles de contrôle des unités seront protégées contre les effets des accidents survenant dans leur environnement proche.

### **ARTICLE 4 – SURVEILLANCE ET DETECTION DES ZONES DE DANGERS**

La Société FRANGAZ est mise en demeure, sous un délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté, de respecter les termes de l'article 7.5.6. de l'arrêté préfectoral n°2007-11-3983 du 17 décembre 2007.

En conséquence, l'implantation des détecteurs de gaz permettant d'informer rapidement le personnel de tout incident doit résulter d'une étude préalable prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.

#### **ARTICLE 5 – MESURES COMPENSATOIRES**

Dans l'attente de cette mise en conformité, la Société FRANGAZ est tenue de prendre immédiatement toutes les mesures compensatoires nécessaires afin d'assurer le maintien en sécurité de l'ensemble des installations.

#### **ARTICLE 6 – SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PENALES**

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre de la Société FRANGAZ, des sanctions administratives prévues notamment à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

#### **ARTICLE 7 – INFORMATIONS DES TIERS**

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Port la Nouvelle et pourra y être consultée,
- un extrait de cet arrêté sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette Mairie,
- ce même extrait devra être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

#### **ARTICLE 8 – CONTENTIEUX**

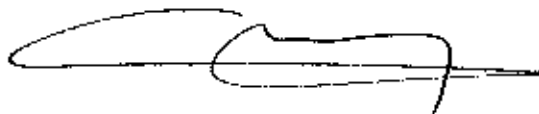
La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative conformément aux dispositions de l'article L.514.6 du Code de l'Environnement.

#### **ARTICLE 8 – EXECUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, le sous-préfet de Narbonne, le directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, région Languedoc-Roussillon, inspecteur des installations classées, le directeur départemental des services d'Incendie et de Secours, le chef du service interministériel de Défense et de la Protection Civile, le maire de Port la Nouvelle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et une copie notifiée administrativement à la Société FRANGAZ dont le siège social est situé Tour Franklin 100 Terrasse Boieldieu - 92042 Paris La Défense.

CARCASSONNE, le 31 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture de  
l'Aude,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'P' followed by a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Pascal ZINGRAFF